



Veille européenne

Bulletin n°12 : Février 2017

Sommaire

FISCALITE	5
PANAMA PAPERS	5
21 février 2017 – Conseil, formation des Affaires économiques (EcoFin)	5
○ Discussion.....	5
14 février 2017 – Commission européenne	5
○ Formation.....	5
9 février 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)	5
○ Audition publique.....	5
DIVULGATION DES INFORMATIONS FISCALES	6
27 février 2017 – Commissions des Affaires économiques et juridiques (ECON et JURI)	6
○ Examen du projet de rapport	6
13 février 2017 – Commissions des Affaires économiques et juridiques (ECON et JURI)	6
○ Publication du projet de rapport.....	6
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)	6
2 février 2017 – Commission parlementaire des Affaires économiques	6
○ Nomination du rapporteur.....	6
DONNEES PERSONNELLES	7
ACCORD SUR L’ECHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD) .	7
28 février 2017 – Département de la Justice américain	7
○ Lettre.....	7
22 février 2017 – Federal Trade Commission	7
○ Déclaration.....	7
17 février 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données	7
○ Audience.....	7
9 février 2017 – Think tank	7
○ Note.....	7
2 février 2017 – Commission parlementaire des Libertés civiles (LIBE)	8

○ Amendements	8
REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES	8
27 février 2017 – Cnil	8
○ Consultation	8
15 février 2017 – Contrôleur européen à la protection des données personnelles	8
○ Priorités 2017	8
9 février 2017 – Rapporteur européen sur le règlement sur les données personnelles	8
○ Projet allemand de loi de transposition	8
22 février 2017 – Haute Cour d’Irlande	9
○ Rejet	9
20 février 2017 – Haute Cour d’Irlande	9
○ Audience.....	9
LIBRE CIRCULATION DES DONNEES	9
10 février 2017 – Belgique et Allemagne	9
○ Débat sur la pertinence d’un règlement	9
2 février 2017 – Royaume-Uni	9
○ Livre blanc sur le Brexit	9
9 février 2017 – Commission parlementaire des Libertés civiles (LIBE)	10
○ Adoption du projet de rapport.....	10
MARCHE INTERIEUR	11
PAQUET SUR LES SERVICES	11
20 février 2016 – Conseil, formation Compétitivité (COMP).....	11
○ Débat.....	11
9 février 2016 – Commission parlementaire du Marché intérieur (IMCO)	11
○ Présentation	11
CLOUD.....	11
16 février 2017 – Plénière du Parlement européen.....	11
○ Adoption du rapport	11
NUMERISATION DE L’INDUSTRIE	12
2 février 2017 – Commission parlementaire de l’Industrie et de la Recherche (ITRE)	12
○ Amendements.....	12

DROIT DES AFFAIRES	12
23 février 2017 – Think tank	12
○ Code européen des affaires	12
22 février 2017 – Parlement européen	12
○ Etude	12
COMPETITIVITE	12
20 février 2017 – Conseil, formation Compétitivité (COMP).....	12
○ Débat sur les actifs intangibles.....	12
28 février 2017 – Commission européenne	13
○ Journée européenne de l’industrie	13
20 février 2017 – Conseil, formation Compétitivité (COMP).....	13
○ Débat sur la compétitivité industrielle.....	13
14 février 2017 – Bureau européen des unions de consommateurs.....	13
○ Argumentaire	13
EMPLOI	14
PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX	14
15 février 2017 – Commissaire à l’Emploi	14
○ Discours.....	14
TRAVAILLEURS DETACHES	14
27 février 2017 – Parlement européen	14
○ Note.....	14
16 février 2017 – Commission parlementaire de l’Emploi (EMPL)	14
○ Présentation du projet de rapport.....	14
15 février 2017 – Commissaire à l’Emploi	15
○ Déclaration conjointe avec le Premier ministre français	15
STRATEGIE POUR LES COMPETENCES	15
27 février 2017 – Commissions de l’Emploi et de la Culture (EMPL et CULT)	15
○ Echange de vues.....	15
22 février 2017 – Commission européenne	15
○ Consultation	15
20 février 2017 – Commission européenne	15

- Recommendation 15
- 17 février 2017 – Conseil, formation Education (ECYS) 16**
- Conclusions..... 16

FISCALITE

PANAMA PAPERS

21 février 2017 – Conseil, formation des Affaires économiques (EcoFin)

- Discussion

Les ministres de l'Economie ont été informés des actions prises par le groupe de travail du Conseil sur l'établissement d'une liste de juridictions non-coopératives en matière fiscales depuis leurs conclusions de novembre 2016. Ce groupe de travail, qui prévoit de finaliser la liste avant la fin de l'année 2017, explore également les mesures défensives qui pourraient être appliquées à ces juridictions. Ce travail est conduit en parallèle du forum de l'OCDE sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales. Le prochain Conseil EcoFin aura lieu le 21 mars.

14 février 2017 – Commission européenne

- Formation

La Commission a annoncé le lancement d'un [nouveau projet](#) de formation et de mise en réseau des organisations de la société civile et des journalistes sur les pratiques fiscales internationales. Elle souhaite ainsi encourager leur participation dans la campagne de lutte contre l'évasion fiscale. Ces journées de formation seront l'occasion de mieux comprendre les enjeux de l'évasion fiscale et de débattre des solutions éventuelles, ainsi que de rencontrer les décideurs politiques impliqués dans cette campagne. Le projet se clôturera avec une conférence de haut niveau prévue fin juin 2017 et ouverte à tous les participants.

9 février 2017 – Commission parlementaire d'enquête sur l'évasion fiscale (PANA)

- Audition publique

La commission parlementaire d'enquête sur l'évasion fiscale a procédé à la seconde partie de son audition publique sur le rôle des avocats, des comptables et des banquiers dans les Panama Papers. La première partie avait eu lieu le 24 janvier dernier. Cette seconde audition se focalisait sur les pratiques scandinaves et allemandes pour déterminer si des leçons pouvaient en être tirées et s'appliquer au reste de l'Union européenne afin d'éviter de mettre en place des systèmes off-shore d'évasion fiscale. La prochaine réunion de la commission est fixée au 6 mars.

DIVULGATION DES INFORMATIONS FISCALES

27 février 2017 – Commissions des Affaires économiques et juridiques (ECON et JURI)

- Examen du projet de rapport

Les députés des commissions des Affaires économiques et des Affaires juridiques ont examiné le projet de rapport sur la divulgation pays par pays des informations fiscales des entreprises. Le groupe majoritaire de centre-droit est contre le seuil choisi par les rapporteurs pour appliquer la divulgation (qui inclurait toutes les entreprises faisant au moins 40 millions d'euros de chiffre d'affaire) et pour restreindre le type d'informations à publier. Les Conservateurs et les Verts sont en faveur du nouveau seuil proposé par les rapporteurs. Les Verts et les Libéraux veulent présenter les données issues des pays non européens de façon désagrégée. Les amendements peuvent être déposés jusqu'au 15 mars.

13 février 2017 – Commissions des Affaires économiques et juridiques (ECON et JURI)

- Publication du projet de rapport

Les co-rapporteurs socialistes belge Hugues Bayet et autrichienne Evelyn Regner ont publié leur [projet de rapport](#) sur la proposition de la Commission qui vise à ce que les entreprises multinationales ayant un chiffre d'affaire consolidé d'au moins 750 millions d'euros divulguent publiquement, dans une déclaration pays par pays, les impôts sur les bénéfices qu'elles paient ainsi que d'autres informations fiscales. Les co-rapporteurs ont amendé le texte afin de renforcer le droit des travailleurs à l'information et à la consultation, ils ont précisé le type d'information que les entreprises doivent divulguer et ils leur demandent de révéler ces informations pour les pays extra-européens dans lesquels ils opèrent.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

2 février 2017 – Commission parlementaire des Affaires économiques

- Nomination du rapporteur

La commission des Affaires économiques est en charge du rapport sur la proposition de directive pour un système commun de TVA que la Commission a publié en décembre. Le rapporteur au fond est l'Espagnol de centre-droit Gabriel Mato et les rapporteurs fictifs sont le socialiste français Emmanuel Maurel, le conservateur allemand Bernd Lucke, l'Espagnole de gauche radicale Paloma Lopez Bermejo et la Verte britannique Molly Scott Cato. La commission des Affaires juridiques a décidé de ne pas donner d'avis. Le Parlement est seulement consulté sur cette proposition qui doit être adoptée à l'unanimité des Etats après consultation du Parlement.

DONNEES PERSONNELLES

ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

28 février 2017 – Département de la Justice américain

- Lettre

Le Département de la Justice des Etats-Unis [a écrit](#) une lettre à la Commission européenne pour expliquer que le Privacy Shield n'est pas remis en cause par le décret présidentiel qui exclut les ressortissants étrangers de l'US Privacy Act. La Commissaire en charge des données personnelles, Vera Jourova, se rendra aux Etats-Unis à la fin du mois de mars.

22 février 2017 – Federal Trade Commission

- Déclaration

La présidente par intérim de la Federal Trade Commission, la républicaine Maureen Ohlhaus, a déclaré que le décret adopté par le Président Trump en janvier qui exclut les ressortissants étrangers de l'US Privacy Act, n'aurait pas d'effet sur le Privacy Shield. Interrogée sur les inquiétudes formulées par le groupe européen des autorités de protection des données personnelles, qui a annoncé qu'il écrirait à l'administration Trump, elle a rappelé que la Commission européenne elle-même avait reconnu que l'US Privacy Act n'avait pas de lien avec le Privacy Shield.

17 février 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données

- Audience

A l'occasion de sa réunion en plénière, le groupe européen des autorités de protection des données personnelles a annoncé son intention d'écrire aux autorités américaines concernant les effets du décret présidentiel signé fin janvier par Donald Trump. Il s'inquiète notamment de la façon dont les plaintes seront gérées outre-Atlantique.

9 février 2017 – Think tank

- Note

Le think tank économique bruxellois Bruegel a rédigé une [note](#) qui révèle les insuffisances du Privacy Shield. Les chercheurs s'inquiètent en particulier de sa base juridique, constituée des lettres des Départements américains qui sont juridiquement non contraignantes et d'un décret présidentiel qui peut être abrogé. Ils estiment par ailleurs que l'accord n'apporte pas de garanties suffisantes contre l'utilisation abusive des données personnelles par les agences américaines de renseignement.

2 février 2017 – Commission parlementaire des Libertés civiles (LIBE)

- Amendements

Les députés de la commission des Libertés civiles ont déposé 71 [amendements](#) sur le projet de résolution sur l'adéquation de la protection des données personnelles apportée par le Privacy Shield qui a été rédigé par le travailliste britannique Claude Moraes. Le groupe de centre-droit propose de supprimer la référence à la suspension ou à l'interdiction des transferts de données personnelles si les autorités nationales de protection considèrent que le respect des droits fondamentaux n'est pas assuré. Les Libéraux insistent sur la mise à disposition des documents nécessaires pour procéder à l'évaluation annuelle de l'accord qui est prévue en septembre 2017. La prochaine réunion de la commission des Libertés civiles aura lieu le 9 mars.

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES

27 février 2017 – Cnil

- Consultation

La Cnil a ouvert une [consultation](#) sur trois thèmes du règlement général sur la protection des données personnelles : la notification de violation de données personnelles, le profilage et le consentement. Elle lui permettra, ainsi qu'au groupe européen des autorités de protection des données personnelles, d'établir des lignes directrices, en vue d'« une interprétation harmonisée du texte du règlement ». Elle est ouverte jusqu'au 23 mars 2017.

15 février 2017 – Contrôleur européen à la protection des données personnelles

- Priorités 2017

Le contrôleur européen à la protection des données personnelles, Giovanni Buttarelli, a publié ses [priorités](#) pour l'année 2017. Parmi celle-ci, il s'intéressera aux propositions de la Commission européenne sur la protection des données personnelles traitées par les institutions et les entités européennes. Il prévoit également de publier un guide afin d'aider ces institutions à prendre en compte la protection des données personnelles dans leur travail.

9 février 2017 – Rapporteur européen sur le règlement sur les données personnelles

- Projet allemand de loi de transposition

A la suite de l'adoption du règlement sur les données personnelles en mai dernier, les Etats doivent adopter certaines règles pour intégrer ce règlement dans leur législation nationale. Le rapporteur européen de ce règlement, le Vert allemand Jan-Philipp Albrecht, [estime](#) que le projet de loi allemand fait prévaloir les intérêts économiques des entreprises sur la protection des données personnelles des citoyens, ce qui selon lui trahit l'esprit du règlement. Il indique également que les Länder commencent à s'opposer à cette version du texte, ce qui pourrait retarder son entrée en vigueur, prévue en mai 2018, si le gouvernement fédéral ne recule pas sur certains aspects.

AFFAIRE MAX SCHREMS CONTRE FACEBOOK

22 février 2017 – Haute Cour d’Irlande

- Rejet

La Haute Cour d’Irlande a finalement rejeté la demande de trois associations européennes, Business Software Alliance, Epic et DigitalEurope, de soumettre des déclarations sous serment, qui pourraient être utilisées dans l’affaire opposant l’avocat autrichien Max Schrems à Facebook. Ces associations gardent leur statut d’amicus curiae.

20 février 2017 – Haute Cour d’Irlande

- Audience

A l’occasion du procès de l’affaire qui oppose l’avocat autrichien Max Schrems à Facebook devant la Haute Cour d’Irlande, les deux parties ont été [entendues](#). L’Autrichien estime que les clauses contractuelles standards adoptées par les entreprises qui permettent de transférer des données européennes vers les Etats-Unis ne protègent pas la vie privée des Européens. Selon le réseau social, leur invalidation entraînerait une énorme crise. L’autorité de protection irlandaise demande à la justice de transmettre le cas à la Cour de Justice européenne, ce que conteste Max Schrems qui estime que l’autorité a tous les éléments pour suspendre elle-même ces clauses et qu’elle y était obligée par la loi.

LIBRE CIRCULATION DES DONNEES

10 février 2017 – Belgique et Allemagne

- Débat sur la pertinence d’un règlement

Lors d’une [conférence](#) sur l’économie des données à Bruxelles, le ministre belge du Numérique Alexander De Croo a dénoncé l’opposition de Paris et de Berlin à un règlement, ce qu’il considère relever de réflexes « protectionnistes », d’une incompréhension de l’environnement numérique et d’un manque de confiance entre les États. Un représentant du gouvernement allemand a répondu que la position allemande était « mal comprise » dans la mesure où Berlin voit la libre circulation des données comme la condition sine qua non pour une économie numérique et que la capitale ne s’oppose pas à une proposition de règlement. La Commission a qualifié ces précisions « d’encourageantes ». Le dialogue entre la Commission et les États sur la libre circulation des données commence le 21 février.

2 février 2017 – Royaume-Uni

- Livre blanc sur le Brexit

A la suite du vote en faveur du Brexit, le gouvernement britannique a annoncé son désir de « maintenir la stabilité des transferts de données » avec l’UE. Dans son [livre blanc](#) sur le Brexit, l’exécutif reconnaît que les transferts de données sont essentiels pour de nombreux secteurs et se considère comme un

pays offrant un niveau de protection des données « adéquat ». La veille de la publication de ce livre blanc, le ministre en charge du Numérique, Matt Hancock, a affirmé devant la Chambre des Lords que le Royaume-Uni avait l'intention d'avoir un régime de protection des données proche de celui de l'UE.

BIG DATA

9 février 2017 – Commission parlementaire des Libertés civiles (LIBE)

- Adoption du projet de rapport

Les eurodéputés de la commission des Libertés civiles ont [adopté](#) le rapport non législatif sur le big data et ses implications pour les droits fondamentaux rédigé par la socialiste portugaise Ana Gomes. Les parlementaires demandent davantage d'investissement dans les compétences numériques, une transparence renforcée pour les algorithmes et une attention spéciale aux données utilisées à des fins d'application des lois. Une grande partie du rapport est dédié à la lutte contre la discrimination des personnes. Il sera mis aux voix en plénière le 14 mars prochain.

MARCHE INTERIEUR

PAQUET SUR LES SERVICES

20 février 2016 – Conseil, formation Compétitivité (COMP)

- Débat

Les ministres de l'Industrie ont pris note des propositions sur les services publiés par la Commission européenne début janvier sur la carte électronique et sur l'évaluation de proportionnalité de la réglementation des professions. Ils ont généralement bien accueilli les objectifs de ces mesures dont l'examen en groupe de travail a déjà commencé. Le prochain Conseil Compétitivité aura lieu les 29 et 30 mai.

9 février 2016 – Commission parlementaire du Marché intérieur (IMCO)

- Présentation

La commissaire à l'Industrie, Elzbieta Bienkowska a [présenté](#) le paquet de mesures sur les services en commission du Marché intérieur. Elle a souligné le côté équilibré, intégré et pratique de ces mesures. En ce qui concerne le test de proportionnalité pour les professions réglementées, elle a insisté sur le fait que la proposition n'oblige pas à déréglementer ou à dévaluer les compétences mais bien à s'assurer que ces réglementations reposent sur des preuves et une analyse judicieuse. La carte électronique permettra quant à elle de simplifier les démarches et les coûts des entreprises tout en assurant une sécurité juridique aux travailleurs.

CLOUD

16 février 2017 – Plénière du Parlement européen

- Adoption du rapport

Les eurodéputés ont adopté une [résolution](#) non contraignante sur le cloud européen pour la science. A l'occasion du débat en plénière qui a précédé le vote, les parlementaires s'étaient globalement montrés satisfaits et avaient souligné l'importance de l'ouverture et du partage des données ainsi que leur nécessaire financement. Le rapporteur initial, le Front national Jean-Luc Schaffhauser, a finalement refusé de donner son nom au rapport qui a été transformé par les amendements adoptés en commission de l'Industrie. Ce rapport a été adopté en réponse à la proposition (non législative) de la Commission de créer un nuage commun partagé pour les chercheurs et scientifiques européens et de mettre en place une infrastructure de traitement des données stockées.

NUMERISATION DE L'INDUSTRIE

2 février 2017 – Commission parlementaire de l'Industrie et de la Recherche (ITRE)

- Amendements

Les députés de la commission de l'Industrie ont déposé [332 amendements](#) sur le projet de rapport non législatif sur la numérisation de l'industrie rédigé par le député Vert allemand Reinhard Bütikofer. Le groupe de centre-droit a fait des propositions pour éduquer les Européens au numérique et pour répondre aux besoins particuliers des PME. Les amendements socialistes insistent sur la création de normes ouvertes tandis que les Libéraux mettent l'accent sur l'innovation. La prochaine réunion de la commission aura lieu les 22 et 23 mars.

DROIT DES AFFAIRES

23 février 2017 – Think tank

- Code européen des affaires

Le think tank Robert Schuman a publié [une note](#) qui prend parti en faveur de la rédaction d'un code européen des affaires. Il viserait à consolider les règles existantes en un seul document structuré et compréhensible afin de donner une meilleure visibilité des réglementations nécessaires pour envisager un cadre européen à la vie des affaires. Le think tank souligne que les relations de commerçant à commerçant ou de société à société n'ont pas connu de réglementation effective ou que les tentatives n'ont pas été concluantes : ainsi le statut de société européenne n'a pas produit le même engouement dans les Etats. Le think tank souligne que ce code répond à une logique "bottom-up", c'est-à-dire des administrés vers les institutions européennes, qui ferait actuellement défaut à l'Union.

22 février 2017 – Parlement européen

- Etude

Le service en charge des Affaires juridiques du Parlement européen a publié une [étude](#) sur la mise en place d'un statut européen pour les entreprises sociales et basées sur la solidarité. Elle révèle que les entreprises sociales sont soumises à une législation ad hoc dans un nombre croissant de juridictions et que des initiatives législatives sont en train d'être examinées par les institutions européennes. L'étude explique que la mise en œuvre d'une législation sur mesure pour les entreprises sociales est nécessaire au développement de cette forme non-conventionnelle d'entreprise. Elle présente et compare les différents modèles existants et fournit des recommandations sur le contenu d'un statut juridique dédié.

COMPETITIVITE

20 février 2017 – Conseil, formation Compétitivité (COMP)

- Débat sur les actifs intangibles

Les ministres de l'Industrie ont procédé à un échange de vues sur les investissements intangibles des entreprises (les compétences, la réputation, la propriété intellectuelle, le portefeuille de clients, etc.). La composition des investissements bascule des actifs tangibles vers les actifs intangibles et l'investissement dans ces derniers continuent d'augmenter alors que l'investissement général baisse. Cependant, les montants restent bien en deçà des montants américains. Les ministres ont discuté des incitations possibles pour faire croître ce secteur, par exemple la protection adéquate de la propriété intellectuelle, l'accès aux financements pour investir dans ces actifs intangibles, les incitations fiscales ou encore la priorité donnée à la formation et à la recherche et au développement.

28 février 2017 – Commission européenne

- Journée européenne de l'industrie

A l'occasion de la Journée européenne de l'industrie, la Commission a organisé une conférence de haut niveau qui a rassemblé plus de 400 participants afin de stimuler le débat sur une vision conjointe de l'avenir à long-terme de l'industrie européenne. La commissaire à l'Industrie, Elzbieta Bienkowska, a [incité](#) les industriels à prendre la tête de l'industrialisation en investissant et en innovant, et elle a rappelé que le rôle des autorités publiques était seulement de fournir un environnement approprié (des travailleurs qualifiés, un cadre fiscal adéquat et des marchés publics si nécessaires).

20 février 2017 – Conseil, formation Compétitivité (COMP)

- Débat sur la compétitivité industrielle

Les ministres de l'Industrie ont discuté de compétitivité industrielle avec la commissaire en charge de l'Industrie, Elzbieta Bienkowska, le Directeur général de Business Europe, Markus Beyrer, et le Président du Conseil de l'industrie chimique, Hariolf Kottmann. Ils ont notamment abordé les défis rencontrés par l'industrie et le besoin de soutenir les investissements et les capacités d'innovation.

14 février 2017 – Bureau européen des unions de consommateurs

- Argumentaire

Le bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a publié [sa contribution](#) à la [consultation](#) publique ouverte par la Commission jusqu'au 13 janvier dernier. Il est en faveur de l'inclusion du transfert d'actifs intangibles (propriété intellectuelle, données) dans l'analyse des fusions, ainsi que du nombre de consommateurs directement touchés par l'opération. Il estime que cela évitera les situations dans lesquelles les fusions aboutissent à concentrer les données entre les mains d'un petit nombre d'entreprises.

EMPLOI

PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

15 février 2017 – Commissaire à l'Emploi

- Discours

La Commissaire à l'Emploi, Marianne Thyssen, a fait un [discours](#) sur l'Europe sociale à l'occasion de son audition par les commissions parlementaires des Affaires européennes et des Affaires sociales de l'Assemblée nationale. La situation de l'emploi en Europe s'améliore globalement grâce à la relance de l'économie mais des différences considérables demeurent entre les Etats. Afin de renforcer la convergence sociale, la Commissaire a rappelé les actions de la Commission en faveur d'un socle européen des droits sociaux. Ce texte qui réaffirmera les valeurs européennes sera adopté en avril.

TRAVAILLEURS DETACHES

27 février 2017 – Parlement européen

- Note

Le service de recherche du Parlement européen a publié une [note](#) sur la proposition sur les travailleurs détachés. Elle explique les défis posés par la situation actuelle, les consultations organisées pour préparer la proposition législative, les avis des Parlements nationaux et les prochaines étapes.

16 février 2017 – Commission parlementaire de l'Emploi (EMPL)

- Présentation du projet de rapport

Les députés de la commission de l'Emploi ont examiné le [projet de rapport](#) rédigé par la Française de centre-droit Elisabeth Morin-Chartier et la socialiste néerlandaise Agnes Jongerius. Les Conservateurs veulent seulement combler les vides juridiques qui permettent les faux détachements. Les Libéraux, opposés à cette proposition, s'inquiètent que tous les secteurs soient couverts et que la définition de rémunération ne soit pas claire. La gauche radicale veut que le concept de rémunération soit défini et que les travailleurs détachés se soumettent aux règles du pays d'accueil après 6 mois et non 12. Les Verts demandent que la base juridique de la liberté de prestation des services au droit des travailleurs soit modifiée. Le délai de dépôt des amendements est fixé au 28 février.

15 février 2017 – Commissaire à l’Emploi

- Déclaration conjointe avec le Premier ministre français

La Commissaire à l’Emploi Marianne Thyssen et le Premier ministre français Bernard Cazeneuve se sont rencontrés à l’occasion du déplacement de celle-ci à Paris. Par une [déclaration conjointe](#), ils ont notamment évoqué la révision de la directive relative au détachement des travailleurs. Le Premier ministre a réitéré son soutien à la proposition faite par la Commission qu’il juge essentiel à un marché intérieur plus juste et équitable et à la lutte contre toutes les formes de fraude et de dumping social.

STRATEGIE POUR LES COMPETENCES

27 février 2017 – Commissions de l’Emploi et de la Culture (EMPL et CULT)

- Echange de vues

Les députés des commissions de l’Emploi et de la Culture ont procédé à un premier échange de vues sur la stratégie en matière de compétences qui fera l’objet d’un rapport du socialiste bulgare Momchil Nekov et de la libérale tchèque Martina Dlabajova. Le PPE a regretté qu’il n’y ait rien sur la fuite des cerveaux et a estimé qu’il serait trop ambitieux de travailler sur dix priorités. Les Conservateurs pensent qu’il faut connaître le marché et les lacunes en matière de compétences au niveau local qui est le niveau privilégié pour prendre des décisions. Les Verts insistent sur l’importance de l’apprentissage informel. Les eurosceptiques demandent de déterminer des indicateurs afin de mesurer les succès et lacunes de la stratégie. La prochaine réunion des deux commissions aura lieu le 23 mars.

22 février 2017 – Commission européenne

- Consultation

La Commission a publié une [consultation publique](#) sur la révision de la recommandation de 2006 sur les compétences clés pour la formation continue. Elle vise à évaluer les forces et les faiblesses de cette recommandation, la pertinence de faire évoluer les types de compétences et les outils pour faciliter leur maîtrise. Elle est ouverte jusqu’au 19 mai 2017.

20 février 2017 – Commission européenne

- Recommandation

La Commission a publié une feuille de route dans laquelle elle annonce qu’elle publiera au quatrième semestre 2017 une proposition de recommandation du Conseil sur le renforcement du cadre européen des compétences clés. Cette proposition révisera la [recommandation](#) sur les compétences clés pour l’éducation et la formation tout au long de la vie de 2006. Une consultation devrait être lancée avant la fin du mois de mars afin de rassembler les avis des parties prenantes sur le sujet.

17 février 2017 – Conseil, formation Education (ECYS)

○ Conclusions

Les ministres de l'Education ont adopté des conclusions au sujet de la contribution de l'éducation et de la formation à la coordination des politiques économiques et budgétaire des Etats. Ils ont souligné que l'investissement dans l'éducation est bénéfique s'il est intelligent et efficace. La Commission a annoncé son intention de présenter une recommandation sur l'éducation inclusive et l'apprentissage informel à la suite d'une large consultation publique.